

Abo **Coronavirus et prostitution**

«On nous maintient au cachot depuis plus de deux mois!»

Autorisé dans la moitié des cantons romands, le sexe tarifé reste illicite à Genève, Neuchâtel et dans le Jura. Une agence d'escortes de la Cité de Calvin plaide pour une égalité de traitement.



Benjamin Pillard

Publié: 12.01.2021, 11h33

44





Dans le canton de Vaud, les travailleuses du sexe ont pu reprendre leur activité sans interruption depuis la fin de la première vague, début juin. Fribourg et le Valais l'ont interdite courant novembre, avant de donner leur feu vert mi-décembre.

Chantal Dervey/Archives

Jusqu'à la mi-décembre, Vaud était le seul canton romand à ne pas avoir interdit l'exercice de la prostitution, malgré la deuxième vague de Covid. Depuis, Fribourg et le Valais ont permis aux travailleuses du sexe de reprendre leurs activités. Mais dans l'autre moitié de la Suisse romande, le secteur est à l'arrêt depuis que les cantons ont mis en œuvre leurs propres mesures pour lutter contre le coronavirus, entre fin octobre et début novembre.

«Vaud n'a pas battu des records d'infections, et ce malgré le fait que des filles des cantons voisins sont venues y

travailler: cela montre bien que nous ne sommes pas un vecteur significatif de transmission du virus!» s'exclame Leyla Castaldi, responsable de l'agence d'escortes Élégance Genève. Et de fustiger les gouvernements cantonaux récalcitrants, qui «ont complètement laissé aux oubliettes» les services de prostitution. «Nous sommes maintenus au cachot comme des pestiférées depuis plus de deux mois, c'est profondément injuste.»

Clientèle moindre

À ses yeux, l'État n'a pas à empiéter sur la liberté sexuelle de ses administrés. «Que les gens fassent appel à une prostituée ou aillent voir leur sexfriend, cela revient au même: les sites de rencontre ou de libertins n'ont d'ailleurs pas été interdits», illustre la spécialiste.

«Il y a beaucoup de propositions de travail illégal, et certaines indépendantes sont prêtes à prendre le risque pour s'en sortir financièrement, sachant que certains clients insistent et proposent même de payer plus

cher pour avoir un service.»

Leyla Castaldi, responsable de l'agence d'escortes Élégance Genève

Même autorisé, le sexe tarifé drainerait dans tous les cas une clientèle moindre en cette période de pandémie. «Nous avons constaté une activité très fluctuante entre juin et octobre: les clients vont réfléchir à deux fois avant de se rendre dans une agence ou dans un salon, compte tenu des cas d'infection Covid persistants», poursuit Leyla Castaldi, pour qui le secteur «se régule donc automatiquement et sainement».

Dans les faits, à Genève, Neuchâtel et le Jura, la prostitution a repassé dans la clandestinité, comme au printemps lorsque le Conseil fédéral l'avait interdite dans toute la Suisse. «Il y a beaucoup de propositions de travail illégal, et certaines indépendantes sont prêtes à prendre le risque pour s'en sortir financièrement, sachant que certains clients insistent et proposent même de payer plus cher pour avoir un service», atteste M^{me} Castaldi.

«Surcharge inutile» de la cellule de traçage

«Le fait d'interdire doit quand même limiter 80 à 90% de l'activité, car la très grande majorité de la population a envie de se sortir de cette histoire!» estime pour sa part Laurent Paoliello, porte-parole du Département genevois de la sécurité, de l'emploi et de la santé. Et d'expliquer que l'une des principales raisons qui a conduit à l'arrêt de ce

secteur était directement en lien avec la saturation que connaît la cellule cantonale de traçage.

«Il y a peu de chance que les clients donnent leurs vrais noms et adresses aux travailleuses du sexe, si bien qu'en cas d'infection dans le cadre de cette activité particulièrement sujette à la transmission, cela nécessiterait un travail d'investigation colossal pour essayer de couper les chaînes de transmission.»

Laurent Paoliello, porte-parole du Département genevois de la sécurité, de l'emploi et de la santé

«La prostitution générait une surcharge inutile de nos enquêtes d'entourage, sachant que les données que nous recevons de ce secteur sont très peu fiables», précise le responsable de la communication. «Il y a peu de chance que les clients donnent leurs vrais noms et adresses aux

travailleuses du sexe, si bien qu'en cas d'infection dans le cadre de cette activité particulièrement sujette à la transmission, cela nécessiterait un travail d'investigation colossal pour essayer de couper les chaînes de transmission.»

Que décidera le Conseil fédéral?

Reste à savoir si le Conseil fédéral aura à nouveau recours au pictogramme en forme de bouche – pour «services de prostitution» –, ce mercredi, à l'heure d'entériner la prolongation des restrictions imposées il y a trois semaines à l'ensemble des cantons. Son projet d'ordonnance soumis aux cantons propose en tout cas de rendre le télétravail obligatoire, ainsi qu'une nouvelle fermeture des commerces non essentiels.

Publié: 12.01.2021, 11h33

44 commentaires

Votre nom

Sauvegarder

Phil Laoloet

il y a 21 heures

La prostitution est devenue un métier comme un autre. Son problème - qui est son point faible en temps de pandémie- est celui qu'on impose à toutes les autres professions : la distanciation sociale... Si les "dames de petite vertu" peuvent garantir cette distanciation ou proposent des "rapports safe Covid" sans risque pour le client. il n v a pas de raison de